

Depuis deux ans, une bataille sourde pour limiter l'usage de WhatsApp dans l'administration

Emile Marzolf

C'est une décision qui a fait grand bruit, et a fait couler beaucoup d'encre. Le 22 novembre, la Première ministre, Élisabeth Borne, diffusait une circulaire à ses ministres et à leurs cabinets pour leur demander de déployer l'application de messagerie instantanée et chiffrée Olvid "*en remplacement de toute autre application déployée hors d'une maîtrise publique*" afin d'"*assurer la sécurité des conversations et des informations partagées*". Les ministres et leurs conseillers ont donc jusqu'au 8 décembre pour installer Olvid et Tchap à la place des WhatsApp, Signal et autres Telegram.

Aussitôt révélée, la circulaire a fait réagir, avec des interprétations et lectures divergentes sur sa portée et son message. Certains l'ont interprétée comme une interdiction totale de toutes les autres applications de messagerie sur les téléphones des cabinets ministériels quand d'autres, notamment dans les ministères, y ont vu un simple appel du pied pour privilégier une messagerie française et surtout pour adapter son canal de communication à la sensibilité des échanges. D'autres encore ont questionné le bien-fondé de la décision, perçue comme une forme de publicité cachée pour la French Tech, au détriment de messageries pourtant éprouvées.

D'ailleurs, la présidente de la fondation Signal, Margareth Whittaker, s'est élevée contre les prétendus "*défauts de sécurité*" que présenterait l'application Signal. "*Aucune preuve n'appuie cette déclaration, qui est dangereusement fallacieuse, surtout venant du gouvernement*", a-t-elle fustigé sur X/Twitter. La circulaire – d'autant qu'elle relègue l'application de l'État Tchap au second rang – fait grincer des dents jusqu'à la direction interministérielle du numérique (Dinum), où l'on ne saisit pas tout à fait le sens de cette mise en avant d'Olvid.

Une alerte de l'Anssi

Signal serait néanmoins toujours mieux à prendre que WhatsApp. Pour défendre le recours à Tchap auprès des secrétaires généraux et des directions numériques ministérielles, la direction du numérique de l'État invoque notamment, dans une note du 27 novembre obtenue par *Acteurs publics*, la position de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi). Celle-ci "*déconseille vivement l'utilisation des messageries ne présentant pas des garanties de sécurité suffisantes, telles que WhatsApp*", écrit la directrice du numérique, Stéphanie Schaer.

Cette fameuse note de l'Anssi, que nous avons également pu consulter, alertait en effet, dès le 30 novembre 2021, sur les "*risques liés au recours aux services numériques de Meta*", la maison-mère de Facebook, Instagram... et WhatsApp. Les ministères étaient donc invités à "*procéder à la désinstallation des applications liées à Meta de tous les équipements de l'administration, sauf pour les usages dûment justifiés comme les activités de communication*". Et ce afin de "*garantir la protection des données des agents publics*".

L'agence invitait même "*les personnalités exposées*" à en faire de même pour leurs usages personnels. Cette note a alors été diffusée à l'ensemble des secrétaires généraux des ministères, sans aller beaucoup plus loin... *Acteurs Publics* a interrogé une quinzaine d'agents publics et de cadres des métiers du numérique et de la sécurité informatique, la majorité n'avait pas même connaissance de cette directive.

Les services de Meta à l'index

Cette mise en garde a fait suite, notamment, à la modification des conditions d'utilisation de WhatsApp début 2021. Ce qui avait provoqué une polémique sur la confidentialité des messages échangés sur l'application, censés être "*chiffrés de bout en bout*", de manière à empêcher, sur le papier, l'entreprise de connaître le contenu des correspondances. Pas de quoi rassurer l'agence de cybersécurité de l'État pour autant, qui s'inquiète alors d'une "*succession d'incidents*", avec une interruption généralisée des services et une fuite de données, et plus largement le problème de "*l'exploitation systématique des données échangées au travers des services Meta, y compris des correspondances privées, à des fins commerciales*".

Dans sa note, l'Anssi demande aux administrations de limiter "*au strict minimum*" l'utilisation des services de Meta et recommande l'utilisation de Tchap par tous les agents publics, "*y compris sur leur téléphone personnel*". Enfin, "*lorsque cela est impossible, l'utilisation de Signal en remplacement de WhatsApp est la moins mauvaise solution parmi les offres grand public*". Aucun mot, à l'époque, sur l'application Olvid, qui avait pourtant reçu une certification de sécurité de l'Anssi dès septembre 2020.